

Nous ne voulons pas d'une société raciste »

Ensemble, construisons la société dans laquelle nous voulons vivre, une société de tous les droits pour toutes et tous, une société de solidarité, de fraternité, de justice, et de respect des libertés".

Il y a des moments dans l'histoire où il faut se lever et faire entendre sa voix, et nous sommes dans un tel moment, La situation est grave et urgente; nous sommes en majorité dans ce pays contre le racisme et le fascisme rampant ; alors nous pouvons gagner !

Fortes et forts de notre unité, obligeons le pouvoir à renoncer à ses politiques violentes d'exclusion qui jettent dans l'extrême précarité sociale et administrative, un grand nombre de personnes étrangères, quel que soit leur statut, travailleuses et travailleurs avec ou sans titre de séjour, familles, femmes, étudiants, mineurs isolés, exilé.e.s, en demande d'asile ou déboutés.

Nous voulons, pour nous comme pour nos voisin-e-s, collègues de bureau, d'atelier, nos camarades d'amphi, pour notre médecin, notre boulangère, pour la copine ou le copain de classe de nos enfants, quelque soient leur origine ou leur nationalité... une réelle égalité des droits.

Nous ne concevons pas la société autrement que rassemblée par l'accès effectif à tous les droits, pour toutes et tous.

Les comportements racistes et xénophobes sont le quotidien pour tant de personnes aujourd'hui, du fait de leur origine, de leur couleur de peau, de leur religion. Les actes violents se multiplient, faisant vivre dans la peur, la souffrance, l'injustice d'un quotidien de discriminations. **L'absence d'accès aux droits des uns n'a jamais donné plus de droits à d'autres !**

La loi Darmanin comme la circulaire Retailleau et le pacte européen sur l'asile et l'immigration adopté en 2024 s'inscrivent pleinement dans une approche xénophobe et sécuritaire, repoussant les personnes sans-papiers dans la clandestinité et la surexploitation dans l'emploi, imposant un durcissement des conditions de la régularisation de leur droit au séjour, et ouvrant des possibilités supplémentaires de retrait de titres de séjour et d'expulsions.

Le seuil de durée de séjour minimum relevé de 5 à 7 années pour l'admission au séjour à titre exceptionnel, de plus, sans aucune garantie de régularisation, ne va pas permettre une intégration sereine. Ce sont 7 années au cours desquelles les personnes étrangères devront vivre la peur au ventre de se faire contrôler avec des difficultés pour accéder à un toit, aux soins, aux garanties du droit du travail. Cette perspective laisse craindre la multiplication des situations d'exploitation par des employeurs peu scrupuleux ou celle encore d'intermédiaires commerciaux profitant de la vulnérabilité d'étrangers désespérés. Que l'on arrête de proclamer que le travail des migrant.es enlève le travail aux natifs : ceux-ci n'en veulent pas !

Le ministre de l'intérieur ainsi que des médias d'extrême droite s'en prennent aux associations et syndicats qui soutiennent les personnes étrangères, mettant en péril leur rôle crucial pour la démocratie, l'Etat de droit et l'inclusion sociale.

La remise en question de l'Etat de droit, le fascisme menaçant dans plusieurs pays d'Europe et aux Etats-Unis, l'extrême droite au pouvoir c'est à terme la guerre et nous n'en voulons pas.

Collectif pour une autre politique migratoire Strasbourg

(CASAS, la Cimade Strasbourg, le CCFD Terre Solidaire, Europe Cameroun Solidarité-Femmes du 3è Millénaire-Wietchip, LDH Strasbourg, La Vie Nouvelle 67, le MRAP 67, Oxfam67, la Pastorale des Migrants 67, le SAF Strasbourg).